

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/AHG/W/16

24 septembre 1997

(97-3936)

**Comité des pratiques antidumping
Groupe de travail spécial de la mise
en oeuvre de l'Accord**

Original: espagnol

QUESTION 6* - AUDITIONS PREVUES A L'ARTICLE 6.2

Communication du Mexique

La Mission permanente du Mexique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 septembre 1997.

Réunions avec les parties

Selon la législation mexicaine, l'autorité chargée de l'enquête peut tenir trois séries de réunions avec les parties au cours d'une enquête antidumping, à savoir:

- des auditions publiques;
- des auditions conciliatoires;
- des réunions d'information techniques.

Chacune de ces réunions a un objectif précis et obéit à des règles précises dont on trouvera un aperçu ci-après.

A. Auditions publiques

Selon l'article 81 de la Loi sur le commerce extérieur et les articles 165 à 170 du Règlement d'application de cette loi, les auditions publiques ont pour objet de permettre aux parties de comparaître et de présenter des arguments pour défendre leurs intérêts et d'interroger les autres parties au sujet des renseignements, données et éléments de preuve présentés au cours de l'enquête.

A propos des échanges de questions entre les parties, il importe de souligner qu'afin d'éviter que les questions posées ne soient pas sans rapport avec l'enquête, agressives ou insidieuses, l'autorité est chargée de juger de leur pertinence et peut, si elle le juge nécessaire, ordonner qu'elles ne soient pas prises en compte.

*Les questions suivies d'un chiffre sont reprises du document G/ADP/W/401.

Au cours de l'audition l'autorité fixe, après accord préalable avec les parties, le temps de parole imparti à chacune pour présenter ses arguments¹, la parole étant donnée aux exportateurs, aux importateurs et aux producteurs nationaux (dans l'ordre); chaque partie a le droit de répondre aux arguments des autres à deux reprises, toujours dans le même ordre.

Pour plus de précision, on trouvera ci-après les diverses phases du déroulement de l'audition:

- A. Ouverture.
- B. Présentation d'un aperçu des allégations et de l'état d'avancement de l'enquête par l'autorité chargée de l'enquête.
- C. Exposés oraux des parties:
 - 1. exportateurs;
 - 2. importateurs; et
 - 3. producteurs nationaux.
- D. Réponse des parties:
 - 1. exportateurs;
 - 2. importateurs; et
 - 3. producteurs nationaux.
- E. Echange de questions entre les parties (dans l'ordre où elles ont présenté leurs exposés oraux).
- F. Questions posées aux parties par l'autorité chargée de l'enquête.
- G. Clôture de l'audition.

Les règles de confidentialité prévues dans la Loi sur le commerce extérieur et son Règlement d'application doivent être respectées au cours de l'audition, qui se tient à huis clos s'il y a lieu d'examiner des renseignements confidentiels, l'accès à ces renseignements étant réservé aux représentants des parties dûment autorisés.²

En outre, l'autorité est habilitée (et le fait, dans la pratique, dans tous les cas) à interroger les parties au sujet de leurs allégations et des éléments de preuve présentés dans le cadre de l'enquête, ce qui lui permet d'obtenir directement des renseignements des parties.

Il est dressé un procès-verbal de l'audition dans lequel il est rendu compte de tous les faits survenus au cours de l'audition, et qui doit être signé par tous les participants.

Ces réunions ont lieu après la publication de la décision provisoire.

¹Ce qui ne signifie pas que l'intervention des parties ne puisse être prolongée pendant le temps que l'autorité juge nécessaire.

²Il importe de rappeler que, selon la législation mexicaine, les représentants des parties intéressées peuvent avoir accès aux renseignements confidentiels présentés par les autres parties sous réserve de satisfaire à certaines conditions et d'être dûment autorisés par l'autorité chargée de l'enquête (article 80 de la Loi sur le commerce extérieur).

B. Auditions conciliatoires

Conformément aux dispositions de l'article 61 de la Loi, les parties peuvent, à tout moment au cours de la procédure demander à l'autorité chargée de l'enquête de tenir une audition de conciliation avec les autres parties intéressées afin d'avancer des propositions en vue du règlement de l'affaire et de la conclusion de l'enquête.

L'autorité informe les autres parties de la présentation de la demande pour qu'elles fassent les représentations qui leur paraissent opportunes. Une fois au courant du point de vue des parties, le Secrétariat, s'il le juge bon, convoque les parties pour la réunion considérée, en leur indiquant la date, le lieu et l'heure.

L'absence d'une des parties ne porte aucunement préjudice à ses intérêts.

Si, au cours de l'audition, les parties arrivent à un accord sur une forme de règlement de l'affaire et de conclusion de l'enquête, leur proposition doit être acceptée par l'autorité qui, si elle le juge opportun, c'est-à-dire si la proposition n'est pas contraire aux droits des parties ni aux obligations du Mexique en tant que Membre de l'OMC, met fin à l'enquête et le compromis considéré est consigné dans la décision finale.

Il est établi un procès-verbal de l'audition, qui doit être signé par les représentants de toutes les parties qui sont intervenues.

C. Réunions d'information techniques

Conformément aux dispositions de l'article 84 du Règlement d'application de la Loi, après la publication d'une décision, provisoire ou définitive, les parties peuvent demander à l'autorité d'expliquer ses conclusions et ses calculs, ainsi que la méthode sur laquelle est fondée la décision provisoire ou finale, afin de pouvoir défendre leurs intérêts de manière satisfaisante.

Ces réunions sont organisées sur demande adressée par les parties intéressées à l'autorité chargée de l'enquête dans les cinq jours qui suivent la publication de la décision provisoire ou finale; la demande précise les questions que lesdites parties souhaiteraient aborder à cette occasion.

L'autorité chargée de l'enquête, après avoir accepté la demande des parties (la seule condition à remplir étant que les demandes soient présentées à temps et les parties dûment autorisées à participer à l'enquête), les informe du lieu, de la date et de l'heure de la réunion.

La conduite des réunions est relativement simple, puisqu'il s'agit de rencontres entre les parties et les représentants de l'autorité, notamment les représentants des secteurs techniques chargés des calculs ou de l'analyse, qui servent à donner des explications sur la détermination établie par l'autorité.

En cas de réunions techniques en matière de dumping, par exemple, l'autorité chargée de l'enquête explique aux entreprises exportatrices comment la marge de dumping a été calculée à partir des renseignements qu'elles ont présentés et leur distribue en outre une copie des programmes informatiques qui ont servi de base à ces calculs afin qu'elles puissent refaire les calculs qu'elle a effectués à partir des renseignements qu'elles lui ont fournis.

Comme pour l'audition publique, les débats sont consignés dans un procès-verbal qui est signé par les représentants de l'entreprise qui a demandé l'organisation de la réunion et par l'autorité.